

GUY BISIN et THIERRY BENNE
Intervenant au nom du Groupe de Travail
Du Mouvement National de Défense des Retraités
Auprès de Monsieur le Député Jean Lassalle

Le 7 septembre 2021,
L.R.A.R et courriel

À Madame Claire HÉDON,
Défenseure des Droits,
Libre réponse 71120
75342 PARIS CEDEX 07

Madame la Défenseure des Droits,

OBJET: - Lutte contre l'ensemble des discriminations, ségrégations et dénigrements affectant les retraités.

- Rappel de nos nombreuses correspondances et relances antérieures**
- Demande après 18 mois d'attente d'une réponse complète et rapide**

Voici donc désormais dix-huit mois que le Mouvement National de Défense des Retraités a saisi votre institution des nombreuses discriminations et ségrégations, dont les vieux et tout spécialement les retraités se trouvent victimes dans la patrie de la Déclaration des Droits de l'Homme. Certes vos services ont d'abord malencontreusement égaré notre dossier, avant qu'il ne réapparaisse plusieurs mois après son envoi. Certes aussi votre prise de fonction a nécessairement exigé du temps pour le passage de témoin et pour la désignation d'une nouvelle équipe d'adjoints et de collaborateurs. Mais enfin, nous n'avons eu de cesse par de nombreux courriers documentés de compléter votre information. Le 5 mars dernier encore, une réunion en visio-conférence nous avait permis de présenter de vive voix l'ensemble de notre dossier à votre adjointe, Madame George Paulangevin, ainsi qu'à ses deux collaborateurs et au terme d'une écoute attentive, nous avons obtenu la promesse d'une réponse diligente, étant donné l'ancienneté du dossier et l'importance relative des enjeux, qui concernent désormais plus de dix-huit millions de retraités. Six mois après cette entrevue et en vous ayant donc ménagé un délai plus que raisonnable pour finaliser votre réponse, nous avons fait preuve d'une patience exemplaire. Mais nous craignons aujourd'hui qu'elle n'ait été perçue que comme une faiblesse, qui nous a fait ranger selon la malheureuse expression présidentielle parmi les gens "qui ne sont rien" et qu'en conséquence, on peut indéfiniment faire attendre. Force nous est de devoir déplorer que l'ultime discrimination du temps perdu vienne encore s'ajouter à toutes les autres pour étouffer notre voix, pour nous montrer que nous ne sommes que des citoyens de seconde zone et, pour tout dire, pour nier une fois de plus à la fois notre existence et notre présence. Et qui plus est, ce long silence est le fait de notre défenseur le plus naturel, de notre défenseur institutionnel, celui dont le site appelle la Nation toute entière à lui signaler sans délai la moindre des discriminations, mais uniquement semble-t-il celles qui affectent les autres!

Car aujourd'hui encore et nous le regrettons, le silence, l'insupportable silence, est toujours de mise. Au point que nous en sommes à nous demander si, plus une discrimination est répandue, plus elle touche un maximum de Français, plus elle est grave aussi, plus elle est sournoise et insidieuse, moins en définitive elle retient l'attention, comme si l'ampleur des infractions observées, leur caractère ordinaire, le fait qu'elles frappent depuis

longtemps plus du quart de la population française, les banalisaient au point de valoir comme des sortes de circonstances non pas seulement atténuantes, mais carrément "exténuantes". Non les retraités n'appartiennent pas à ces minorités actives et remuantes, dont la moindre plainte attire immédiatement les micros et les caméras en monopolisant l'attention des médias. Non les retraités ne défilent pas dans les rues pour clamer leur colère d'être complètement méprisés et oubliés par ceux qui les gouvernent, au point qu'ils commencent à se demander s'il ne faut pas hélas y ajouter maintenant ceux qui ont reçu mission de lutter activement contre ces discriminations et d'y mettre un terme. Mais on ne voit pas pour quelles obscures raisons syndicales, administratives ou politiques, les retraités – à l'inverse d'autres catégories beaucoup plus remuantes – continueraient indéfiniment à se fracasser contre le double mur de l'indifférence et du mutisme qu'on leur oppose, sans que leur cause n'intéresse jamais ceux qui sont chargés d'assurer leur juste reconnaissance et leur défense vigilante.

En effet, nos associations avaient mis beaucoup d'espoir dans les démarches que nous avons engagées auprès de votre institution. Or que voient-elles actuellement? Elles constatent que, par un lobbying insistant et efficace, des tas de ligues, des tas de minorités organisées, qui sont la clientèle privilégiée des médias, focalisent vos actions. Et il reste que:

- s'ils trouvent remarquables vos efforts en faveur de l'égalité homme/femme,
- s'ils trouvent aussi efficaces vos efforts en faveur des personnes de couleur,
- s'ils trouvent également justifiée la priorité dont bénéficient les handicapés
- et s'ils reconnaissent volontiers vos initiatives en faveur des jeunes,

les aînés et tout spécialement les retraités déplorent qu'en dépit de leur foisonnement, de leur gravité et de leur récurrence, les discriminations qui les frappent ne soient toujours relevées par personne et encore moins dénoncées et poursuivies par ceux dont c'est la mission. Manifestement aujourd'hui encore – et malgré nos alertes répétées -, la défense des retraités ne fait pas partie de votre combat, de vos programmes, de votre communication et les campagnes récemment lancées, tout comme vos différents rapports, montrent que vos priorités sont clairement ailleurs. Or dans tous les domaines, notre réflexion, notre formation, notre jugement se sont tellement dégradés que ni les institutions spécialisées telles que la vôtre, ni le Gouvernement, ni le Parlement, ni bien sûr les syndicats de salariés, comme les organisations patronales, ne se sont encore rendu compte que toutes les personnes sur lesquelles leurs dirigeants et leurs administrateurs s'essuient si volontiers les pieds:

- en les excluant des institutions de la République,
- en les spoliant d'une partie de leurs pensions,
- en les dénigrant à toute occasion,

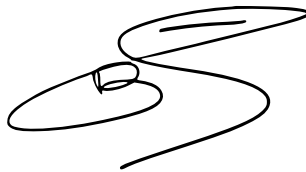
ne sont autres que leurs propres parents et parfois leurs grands-parents. À travers toutes les vexations infligées, toutes les injustices commises, tous les hold-up perpétrés sur les pensions, on est en train de bâtir dangereusement un système d'ingratitude intergénérationnelle. Et cette aberration se substitue progressivement au principe de solidarité intergénérationnelle, qui ne vaut plus guère que pour les gogos qui croient encore aux discours et aux programmes électoraux.

Et le plus grave est encore que l'État lui-même -et donc votre propre patron- joue un rôle éminent dans ces exclusions, dans ces ségrégations, dans ces ponctions (la hausse de csg non compensée reste dans toutes les mémoires!), dans ces dénigrements, dans cet âgisme latent qui sont le pain quotidien des anciens de ce pays. D'ailleurs, pour être juste, il faut reconnaître que les préoccupations d'égalité, de participation et de dignité demeurent aussi largement étrangères au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui, avec un représentation dérisoirement chiffrée à 2% - n'a toujours pas entrepris de donner aux retraités dans le paysage audio-visuel français la place qui leur revient de droit par la loi et la Constitution. Si bien que nous en arrivons à cette fameuse "discrimination au carré", cette démission des clercs qui est infiniment plus grave que la simple discrimination des manants. En quoi consiste-t-elle? Des organismes d'État précisément chargés de lutter contre les disparités et les discriminations en viennent eux-mêmes à opérer une discrimination supplémentaire et parfaitement illégale en se refusant à relever, à réduire et à sanctionner toutes les discriminations qui, quotidiennement, sournoisement, systématiquement visent et frappent les retraités et plus généralement encore les personnes

âgées. Cette indifférence marquée à toutes les avanies qu'on inflige à la vieillesse est d'autant plus paradoxale qu'une fois sexagénaires, les ressortissants de toutes les catégories dont vous avez fait vos priorités – femmes, personnes de couleur, LGBT, handicapés notamment – deviennent à leur tour victimes de toutes les ségrégations, exclusions et dénigrements personnellement réservés aux aînés et dont vous les aviez préservés du temps où ils comptaient parmi les actifs. En écartant par principe les vieux de votre vigilance, vous en venez ainsi à saboter vous-même directement une partie importante des efforts que vous avez auparavant consentis en faveur des catégories défavorisées qui mobilisent vos énergies et plus largement encore à braver la volonté du législateur. Nous ne sommes malheureusement pas sûrs que cet aspect des choses ait bien retenu votre attention.

Inutile de vous dire la déception que cause présentement ce qu'il faut bien appeler une sorte de trahison chez toutes nos associations de retraités, qui croyaient logiquement qu'en s'adressant à qui de droit, elles obtiendraient satisfaction dans un délai raisonnable sur des revendications de justice et de bon sens, dont l'évidence ne souffre pas la moindre contestation. Mais notre combat commence à être suffisamment ancien et obstiné, pour que nous nous soyons aperçus que la réponse préférée de tous nos correspondants gouvernementaux ou institutionnels consistait à se taire ou à botter en touche à chaque fois que nous leur posons ces questions "justes", mais qui semblent les gêner infiniment. Nous nous refusons pourtant à imaginer le pire dès maintenant. Nous avons en effet la faiblesse d'oser espérer encore un instant que nous pouvons compter sur vous, comme sur le CSA que nous relançons par ailleurs pour rétablir dans ce domaine les ambitions légitimes d'un État de droit, hors duquel d'ailleurs vos deux institutions perdent toute légitimité. Nous souhaitons enfin ne pas avoir en désespoir de cause à requérir devant les institutions européennes ou le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU la condamnation de notre pays devenu le cimetière où l'on trouve les sépultures de plusieurs droits de l'Homme.

Nous attendons donc désormais de vous une réponse rapide, sérieuse, complète et loyale à des problèmes qui vous sont aujourd'hui parfaitement connus et qui gâchent tous les jours la vie de plus de 18 millions de retraités, honteusement réduits au rang de moins que rien. Nous avons même la candeur d'espérer que les plus âgés d'entre nous verront leur condition s'améliorer avant de devoir quitter ce monde. En vous remerciant par avance de l'attention qu'il vous plaira de porter enfin à ce nouveau cri d'alarme, qui est aussi un cri de détresse et un cri de colère, nous vous prions d'agréer, Madame la Défenseure des Droits, l'assurance de notre considération impatiente, républicaine et vigilante.



Guy BISIN



Thierry BENNE

Monsieur Guy BISIN,
Président de l'Association "Retraités Agir Ensemble",
BBS – Les Bureaux du lac II – Im P - Rue Robert Caumont,
33049 BORDEAUX Cedex
Courriel: guy.bisin@retraites-agir-ensemble.fr
Tél: +33 6 15 15 00 25